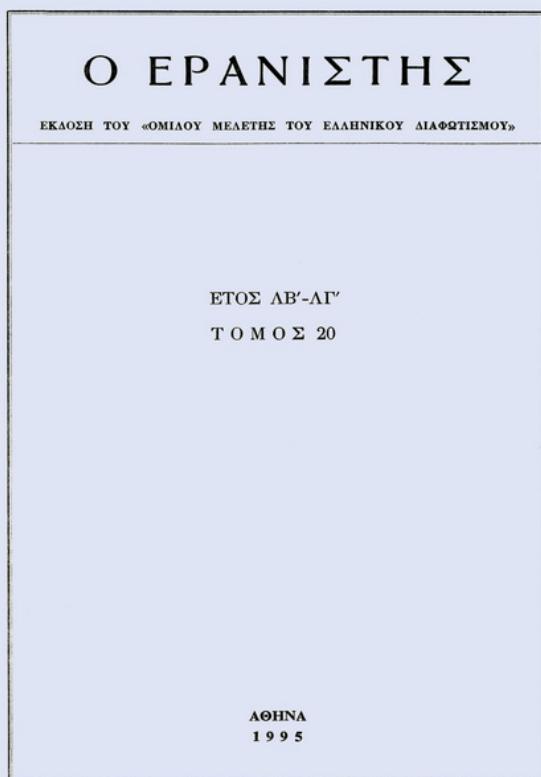


The Gleaner

Vol 20 (1995)



L'Aufklärung néo-hellénique. La question sociale et ses issues politiques

Dimitris G. Apostolopoulos

doi: [10.12681/er.241](https://doi.org/10.12681/er.241)

To cite this article:

Apostolopoulos, D. G. (1995). L'Aufklärung néo-hellénique. La question sociale et ses issues politiques. *The Gleaner*, 20, 75-82. <https://doi.org/10.12681/er.241>

L'AUFKLÄRUNG NÉO-HELLÉNIQUE

La question sociale et ses issues politiques

à Georges Vlachos

I

LA SOCIÉTÉ GRECQUE qui vivait au sein de l'empire ottoman depuis le XV^e siècle a été grandement influencée par les Lumières dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ceci est certifié par des demandes souvent formulées pour l'encouragement de la diffusion des Lumières dans la nation hellénique et par des indices qui ressortent de l'étude de la pensée d'hommes de lettres grecs de l'époque, attestant cette influence.

Ces demandes et ces indices ont conduit certains chercheurs de l'histoire de la culture grecque à soutenir l'idée qu'il s'agit d'une *Aufklärung* néo-hellénique, phénomène analogue à celui apparu dans les sociétés occidentales.

Une fois acceptée, une telle théorie éveille cependant une curiosité conduisant à reconstruire aussi la relation qui existe entre la dynamique de la stratification de la société grecque et l'apparition de ce phénomène. En d'autres termes, de rechercher les limites de l'analogie entre les sociétés occidentales et le cas grec.

Afin de satisfaire cette «curiosité», nous devons dans un premier temps considérer l'ensemble de l'évolution de la société grecque jusqu'au XVIII^e siècle et situer ensuite de façon adéquate le sujet par rapport à ce moment historique précis. Mais prenons les choses dans l'ordre; commençons, comme le veut la déontologie scientifique, par les acquisitions que nous ont léguées nos maîtres.

II

1. C'est C. Th. Dimaras qui, le premier, a soutenu la thèse que le siècle des Lumières a bien fait son apparition dans le milieu grec.¹

1. *Ιστορία τῆς Νεοελληνικής Λογοτεχνίας*, 1, Athènes 1948, p. 143 et suiv. Du même, *Ο Έλληνικός Διαφωτισμός*, Athènes 1964 [= *Νεοελληνικός Διαφωτισμός*,

En tant que chercheur, Dimaras a insisté sur l'aspect essentiel et évident de *Aufklärung*: ce courant visait à apporter un changement dans le domaine de la culture. En tant qu'historien, il a cependant éprouvé le besoin de rattacher le désir de la culture à la structure de la société grecque. Mettons au jour le principe de base de Dimaras en ce qui concerne la toile de fond et la dynamique de la société grecque.

2. L'Église orthodoxe, les Phanariotes et les commerçants forment les trois puissances protagonistes, par ordre d'apparition sur la scène de la société grecque, autour desquelles —et avec lesquelles— Dimaras tisse la trame sociale de l'histoire de la culture néo-hellénique. Il résume le développement de ces puissances sociales dans les termes suivants.²

Pendant les deux siècles qui ont suivi la Prise de Constantinople «le ton, dans le domaine de la culture, est donné par les vues larges et l'esprit progressiste de l'Église: humanisme religieux. Une classe dirigeante s'affirme, à partir de 1669, parmi les Hellènes; la parole passera aux Phanariotes». Ils auront le pourvoir pendant un siècle environ; «la limite extrême de cette période se situe vers 1774, au moment où l'ascension de la bourgeoisie acquiert un caractère plus constant et où celle-ci en vient à exprimer ses besoins intellectuels particuliers».

3. Si à présent nous rapprochons ces derniers points de vue de Dimaras avec sa conviction que l'*Aufklärung* néo-hellénique s'étend de 1770 environ jusqu'à la deuxième décennie du XIXe siècle, nous pouvons soutenir sans peine que ce que Dimaras appelle «l'ascension de la bourgeoisie» dans la société grecque, survient à la même époque que celle de l'apparition et de l'évolution des idées du siècle des Lumières, dans le domaine de la culture.

III

1. Avant de passer à l'examen du lien qui unit les mouvements de

Athènes 1977, p. 1 et suiv.]. V. aussi G. Vlachos, *Πολιτική Γενική εισαγωγή στὴν ἔρευνα τοῦ πολιτικοῦ φαινομένου*, 1, Athènes 1977, p. 171 note 3.

2. Je reprends les termes de Dimaras de la version française de son *Histoire de la littérature néo-hellénique*, Athènes 1965, p. 50, 110 et 160.

la société grecque et l'apparition des idées du siècle des Lumières, je me permets de rapporter les résultats de nouvelles recherches concernant les deux siècles précédents, recherches qui complètent et qui, sur certains points, proposent une révision de la doctrine Dimaras, sur laquelle la science grecque s'est fondée jusqu'à nos jours.

Avant l'apparition des Phanariotes en tant que groupe social qui a revendiqué et conquis le pouvoir de la société grecque, ce n'était pas l'Église qui détenait le pouvoir, mais un corps social créé après la Conquête et qui amorce l'intégration de la société grecque byzantine au sein d'un Empire Ottoman multi-ethnique. En d'autres termes, la première classe sociale dirigeante laïque formée dans la société grecque n'était pas constituée de Phanariotes, groupe social du XVIIe siècle par ailleurs, mais d'un amalgame social du XVe siècle composé de familles byzantines intégrées d'une façon privilégiée dans le nouveau régime politique, et de «fruits» de la Conquête.³

2. Cependant, une telle théorie qui exclut l'Église des puissances principales, pendant les deux premiers siècles après la Prise de Constantinople, nous oblige à interpréter de façon plus précise la position qu'elle tenait dans l'organisation des puissances sociales et, plus généralement, sa position dans la société grecque post-byzantine.

L'Église orthodoxe constituait envers le pouvoir politique ottoman une institution légale; elle formait aussi, au moins pour la société grecque, une institution représentant un pouvoir et un vecteur idéologique. Cependant, très tôt après la Prise, l'Église s'est vue obligée de payer des impôts au pouvoir ottoman; cela lui garantissait une raison de viabilité,⁴ mais avait comme principale conséquence sa dépendance continue vis à vis du pouvoir économique de la société grecque, en principe, cela afin de pouvoir répondre à ses obligations fiscales. Ainsi, les couches sociales grecques qui détenaient

3. Cf. D. Apostolopoulos, *'Η ἐμφάνιση τῆς Σχολῆς τοῦ Φυσικοῦ Δικαίου στὴν απονομαζατούμενη Ἑλληνικὴ κοινωνία. 'Η ἀνάγκη μιᾶς νέας Ἰδεολογίας*, Athènes 1980, p. 53 et suiv.

4. Cf. D. Apostolopoulos, «Les mécanismes d'une Conquête», *Économies méditerranéennes: Équilibres et intercommunications, XIIIe-XIXe siècles*, t. 3, Athènes 1986, p. 203-204. V. aussi du même, *'Ο «ἰερὸς κώδιξ» τοῦ Πατριαρχείου Κωνσταντινούπολεως στὸ β' μισὸ τοῦ ΙΕ' αἰώνα: τὰ μόνα γνωστὰ σπαράγματα*, Athènes 1992, p. 77 et suiv.

le pouvoir exerçaient une domination sur l'institution de l'Église et plus précisément au cœur du pouvoir de cette institution: le patriarcat de Constantinople.

3. Cette position délicate de l'institution de l'Église dans la vie de la société grecque a également provoqué une limitation particulière dans les querelles des forces sociales en conflit pour le pouvoir. Par principe, personne n'a remis en cause les fondements justificatifs de l'existence de l'institution —les exceptions connues ne font que confirmer la règle.⁵ Personne n'a proposé l'abolition de l'institution. Bien au contraire, quand les Phanariotes ont accédé au pouvoir avec une idéologie qui, pour son époque, pouvait être considérée comme révolutionnaire, leurs dirigeants prévenaient leurs proches: le libéralisme de notre idéologie ne doit pas nous mener à des innovations qui ébranleraient les fondements de l'institution qui, dans la réalité de l'empire ottoman, a tant apporté à la nation ($\gammaένος$).

IV

1. Voyons à présent ce qui est survenu au XVIII^e siècle. Selon Dimaras, «l'Église passe au conservatisme et en arrive à la réaction. Les Phanariotes déclinent et nous les voyons douter, à leur tour, de la nouvelle structure sociale»; on constate la «prédominance de l'esprit populaire bourgeois».

Incontestablement, la puissance sociale qui a revendiqué le pouvoir dans la société grecque à l'époque qui nous intéresse est formée de commerçants. Ils ont revendiqué le pouvoir auprès de qui le possédait: les Phanariotes, groupe social qui contrôlait aussi l'institution de l'Église.

2. Si nous voulons à présent suivre comment ces mouvements dans la société se sont dénaturés au niveau de l'idéologie, il me semble que

5. Cf. P. Kondylis, «Τὸ πρόβλημα τοῦ ὑλισμοῦ στὴ φιλοσοφίᾳ τοῦ ἔλληνικοῦ Διαφωτισμοῦ», *O Ερανιστής* 17 (1981), 191 et suiv. [=«Ο Νεοελληνικός Διαφωτισμός. Οἱ φιλοσοφικὲς ἰδέες», Αθῆνα 1988, p. 60 et suiv.]. V. aussi Ph. Iliou, «Η σιωπὴ γιὰ τὸν Χριστόδουλο Παππλέκη», *Tὰ Ἰστορικά*, fasc. 4, décembre 1985, 396 et suiv.

les événements se sont produits comme suit: les Phanariotes, qui ont accédé au pouvoir avec une idéologie qui avait beaucoup de points communs avec ce qui s'appellera la «*Frühaufklärung*», exerçaient leur hégémonie dans la société grecque suivant la doctrine qu'un chef est utile, donc indispensable; il est utile pour la culture de la nation, mais aussi pour son efficacité en tant que médiateur auprès du pouvoir ottoman: les Phanariotes proposent donc un «despotisme éclairé» exercé non par le souverain de l'empire ottoman, mais par les dirigeants d'une société assujétie.

Les commerçants ont naturellement cherché, eux-aussi, à exprimer leurs réussites et à énoncer leurs revendications à l'aide d'une autre idéologie. Ils ont élaboré cette idéologie avec des éléments de l'*Aufklärung*; leur fer de lance consistera en la projection de la nécessité de l'éveil des conciences de toute la nation au moyen de la culture. Un fer de lance, en principe, pertinent, puisque les commerçants contestaient l'utilitarisme social des Phanariotes et qu'ils voulaient faire reconnaître leurs réalisations dans les domaines de la création d'écoles et de la publication de livres. En d'autres termes, le XVIIIe siècle en Grèce était dominé par un phénomène de restructuration des couches de la société —que tout désignait comme devant s'accomplir dans le cadre de l'empire ottoman— et que caractérisait, au niveau idéologique, l'utilisation des idées des Lumières, alors revêtues du prestige du «neuf».

Cependant, ce qui, dans ces conflits sociaux, joua le rôle de catalyseur ce furent la Révolution française et, plus tard, la guerre de 1798 entre la Sublime Porte et la République française. Voyons comment et pourquoi.

V

1. Des informations arrivèrent assez rapidement au Lévant sur ce qui, dès 1789, commençait à se produire en France.⁶ Cependant, à la diversité de ces événements répondit une diversité analogue des nouvelles que l'on recevait: révolution conduisant à la création de la République française, nouvelles institutions, rénovation radicale du droit public, mais aussi informations sur des actes de violence, sur

6. Voir à ce sujet D. Apostolopoulos, *'Η Γαλλική Επανάσταση στὴν τονδόκονταούμενη Ἑλληνικὴ κουρωνία.'* Αντιδράσεις στὰ 1798, Athènes 1989, p.16 et suiv.

la suppression du christianisme en tant que religion... Diversité qui laissait à chacun la latitude de puiser à sa guise dans ces nouvelles, puis de les «dire» comme il lui convenait. Et, bien sûr, la raison fondamentale pour laquelle les événements de la Révolution française se mêlèrent aux conflits sociaux grecs naquit de la conviction que la Révolution est fruit, enfant des Lumières, dont certains éléments étaient passés, de la manière dont nous avons noté, dans le milieu intellectuel grec.

2. Les Phanariotes voulaient tirer parti des nouvelles mentionnant des actes de violence: ils voulaient les présenter comme le résultat naturel de la prépondérance des idées d'égalité et de liberté, idées qui constituaient le soutien logique de l'idéologie de leurs adversaires. Leur conclusion «allait de soi»: il n'était pas possible que l'organisation d'une société pût surpasser le «despotisme éclairé» qu'eux-mêmes avaient accepté et qu'ils cultivaient. Au contraire, une telle société ne pouvait conduire qu'à des troubles, puisque les idées qui prêchaient en sa faveur étaient utopiques et inappliquables. Il fut, sans peine, possible aux Phanariotes de renforcer cette image négative en liant les épreuves traversées par la religion chrétienne dans le cadre de la République française à cette prépondérance des idées libérales. Je rappelle que la question de la religion représentait un sujet particulièrement sensible pour la société grecque qui vivait au sein de l'empire ottoman, puisque leur particularité religieuse constituait en ce qui les concernait l'élément formel légal le plus important face au pouvoir civil.

Il n'est donc pas surprenant que cette situation ait provoqué une certaine perplexité chez ceux qui revendiquaient le pouvoir —et ne l'avaient pas encore conquis— puisque leurs instruments idéologiques se mettaient à fonctionner à contre-temps: après les événements révolutionnaires en France, on pouvait difficilement convaincre qui-conque que les Lumières avaient pour but l'éveil des consciences de tous les membres de la société; on pouvait difficilement se débarrasser du soupçon qu'il ne s'agissait là que de l'enveloppe idéologique d'un groupe social qui cherchait à s'emparer du pouvoir. La perplexité dut encore s'accroître lorsque commencèrent à arriver les nouvelles de la suppression du christianisme en tant que religion dans le cadre de la République française, et les choses durent pren-

dre un aspect plus tragique lorsque, comme nous allons le voir, la Sublime Porte présenta comme l'un des motifs de la guerre contre la République française le fait que cette dernière «pervertissait» toutes les religions. Pour quelqu'un qui vivait alors dans l'empire ottoman, où la religion et ses institutions constituaient des éléments légaux, pour quelqu'un qui aspirait à une restructuration sociale prévue dans le cadre de cet empire, tout cela provoquait une perplexité le conduisant soit à la démission soit à une modification radicale des buts qu'il s'était fixé. Mais avant d'arriver à ce point, examinons également l'attitude officielle de la Sublime Porte.

3. Un nombre suffisant d'indices nous permettent de supposer que la Porte a suivi sans réagir les premières phases de la transformation politique qui s'opérait en France,⁷ peut-être parce qu'elle était occupée par le conflit armé qui l'opposait à la Russie, peut-être parce qu'elle n'avait pas immédiatement réalisé la portée politique que pouvait avoir sur son propre territoire ce qui arrivait en France. Cette inertie se transforme en inquiétude en 1797, lors des expéditions victorieuses des armées françaises dans des États limitrophes de l'empire ottoman, puis en panique quand, dès l'été 1798, des territoires appartenant à l'empire ont commencé à passer sous le contrôle de la France. Peu auparavant, le pouvoir politique avait chargé l'un de ses hauts dignitaires⁸ de le renseigner en détail sur ce qui se passait exactement à propos de la Révolution française, sur le mal que provoquaient ses idées. Le dignitaire révélait, au printemps 1798, que (les révolutionnaires), avec les idées d'égalité et de liberté qu'ils répandaient, conduisaient les sujets à l'athéisme et qu'ainsi se trouvait brisée la justification métaphysique du pouvoir fournie par la religion —quelle qu'elle soit—, justification qui inspire aux sujets l'obéissance vis-à-vis de leurs rois.⁹ L'ordre donné par le pouvoir politique tant aux musulmans qu'aux chrétiens fut alors formel: re-

7. Cf. B. Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Londres-Oxford-N. York 1968, p. 64 et suiv. V. aussi E. de Marcère, *Une ambassade à Constantinople. La politique orientale de la Révolution française*, 2, Paris 1927, p. 5-15.

8. Il s'agit du Reis-ül-Küttab, Ahmed Atif Efendi.

9. Cf. B. Lewis, *The Emergence...*, p. 66-67: traduction en anglais de quelques passages du «Mémoire» écrit en turc.

poussez les idées nouvelles, frappez l'athéisme et combattez les Français républicains qui œuvrent à les répandre.¹⁰

Quand de tels poids tombent sur les plateaux de la balance de l'Histoire, nul ne doute de la direction que les choses sont amenées à prendre, du sort réservé au siècle des Lumières dans la société grecque. Cependant bien peu nombreux sont dans l'Histoire les cas où la marche des événements correspond à celle prévue au départ par leurs inspirateurs. Si la Révolution française a provoqué cet enrayage dans le processus de restructuration des couches de la société grecque —prévue dans le cadre de l'empire ottoman— c'est l'idée des nationalités, qui entrait alors sur la scène de l'Histoire, qui est devenue le prétexte à de nouveaux plans, à de nouvelles issues pour les requêtes sociales grecques. Et de fait, alors qu'en 1797 un patriote grec avait proposé une révolution visant à créer un Empire grec, initiative qui fut dès le premier jour réprimée dans le sang,¹¹ après deux décennies finales de gestation douloureuse, la Révolution grecque —ou Guerre de l'Indépendance— éclate en 1821, avec pour but avoué la création de l'État national des Grecs. Il faut, en tout cas, noter qu'aussi bien dans la proposition visant à créer un Empire grec que dans les premiers textes constitutionnels du nouvel État grec, la Révolution française était présente, en tant qu'idée et auteur du nouveau droit public.¹² Elle se trouvait là, si l'on peut dire, payée de retour pour l'enrayage qu'elle avait provoqué dans l'évolution «normale» du siècle des Lumières en Grèce.

DIMITRIS G. APOSTOLOPOULOS

10. En ce qui concerne le Patriarcat de Constantinople voir, entre autres, D. Apostolopoulos, *'Η Γαλλική Επανάσταση...*, p. 27 et suiv.

11. Cf. L. Vranoussis, *Ρίγας Βελεστινλής Φεραίος*, [Athènes] 1968.

12. Cf. Al. Svolos, «L'influence des idées de la Révolution française sur les Constitutions helléniques de la Guerre d'Indépendance», *Revue de la Révolution française* 4 (1935) et G. Vlachos, «La portée de la Révolution française sur la formation du droit Grec moderne», *Nόμος* 3/A' (1991) - *Χαριστήρια στὸν Ιωάννη Δεληγιάννη*, 81 et suiv.